



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'AFFORESTATION

De nombreux participants attendus à Brazzaville



Les participants à la réunion/Adiac

Le Congo va accueillir, du 2 au 5 juillet, la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, en lien avec la décennie africaine et mondiale sur la problématique. À un mois de ces assises, les partenaires techniques et financiers à la tête desquels les Nations unies s'activent pour la mobilisation des ressources.

Pour la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, les retrouvailles de Brazzaville constituent une occasion de plaider pour la séquestration du carbone atmosphérique, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la préservation des habitats et de la biodiversité ainsi que le soutien et/ou la maximisation de la production des biens et services fournis par les forêts.

Page 4

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le Congo va en guerre contre l'extrémisme violent



Les officiels à la cérémonie d'ouverture/DR

Le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, en partenariat avec le ministère congolais chargé de l'Intérieur et de la Décentralisation, a procédé hier à l'évaluation des capacités de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ces retrouvailles qui se tiennent à Brazzaville interviennent à un moment où l'activisme des groupes armés écumant des pays limitrophes de la République du Congo ont proclamé leur affiliation aux organisations terroristes internationales.

Page 6

AFRIQUE

Des jeunes congolais face aux défis du continent

La Maison russe de Brazzaville a abrité, le 29 mai, une conférence sur « L'Afrique face aux exigences du XXI^e siècle ». Organisée dans le cadre de la Journée mondiale de l'Afrique, cette rencontre a permis aux participants d'échanger sur les défis auxquels le continent est confronté et d'évoquer les relations de coopération entre la Russie et l'Afrique.

Le Pr Abira Ngalebaye a appelé les jeunes à prendre conscience de la situation



Les jeunes lors de la conférence/Adiac

actuelle de l'Afrique. « Cette prise de conscience se fera à travers les repères historiques, la formation et les valeurs africaines qu'il ne faut pas brader au nom de quoi que ce soit », a-t-il fait savoir.

Page 5

RÉSEAUX SOCIAUX

Journalistes et influenceurs se rencontrent à Louinguï

Le député de la circonscription électorale de Louinguï, dans le département du Pool, Elbe Biscay Bidié, va organiser le 1^{er} juin, dans le chef-lieu du district, des assises dédiées au contenu et à la gestion de l'information sur les ré-

seaux sociaux, sous le patronage du conseiller spécial du président de la République, chargé des questions de l'éducation, Louis Bakabadio. « La révolution numérique a ouvert de nouvelles perspectives, mais a également

engendré des défis majeurs, tels que la propagation de fausses nouvelles, la désinformation et la manipulation de l'opinion publique. Face à ces enjeux cruciaux, il est impératif d'engager une réflexion

approfondie et des actions concertées pour promouvoir une information de qualité et renforcer la confiance du public dans les médias et les réseaux sociaux », a-t-on dit.

Page 5

EDITORIAL

A l'écoute

Page 2

ÉDITORIAL

A l'écoute

Valeur cardinale et point de départ de la communication, l'écoute permet de mieux comprendre les aspirations et identifier les besoins les plus urgents des citoyens. L'écoute active, que l'on pourrait qualifier d'attention à l'autre, d'empathie en quelque sorte, ouvre de réelles perspectives si elle est pratiquée au quotidien par les gouvernants.

Vu sous cet angle, le rappel fait par le président de la République d'être toujours à l'écoute des Congolais sonne comme un nouvel engagement dans la prise en compte des problèmes des citoyens. « La croissance de notre économie ainsi que les réformes sociales majeures à venir doivent être résolument tournées vers, d'une part, la lutte contre le chômage, en l'occurrence le chômage des jeunes et, d'autre part, la réduction de la pauvreté », déclarait le chef de l'Etat dans son message de vœux à la nation, le 31 décembre dernier.

Si la résolution du chômage des jeunes auxquels l'année 2024 a été dédiée semble être actée, œuvrer davantage pour le bien-être de la population dans toute sa diversité doit être un leitmotiv pour l'exécutif. Il s'agit en clair de trouver des réponses pérennes aux questions de santé, d'éducation, de déplacements, de fourniture d'électricité et d'eau, des préoccupations majeures qui constituent la voie menant vers le développement.

Pour parvenir à remédier à ces problèmes, l'Etat en tant que garant du bien-être social de la population est ainsi appelé à doubler d'efforts en la matière. En même temps, il devra veiller à la consolidation des avancées déjà réalisées afin que les couches les plus vulnérables se sentent protégées et donc soutenues. Un devoir qui incombe à tout Etat de par le vaste monde.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

La session ordinaire s'ouvre le 2 juin

Les conférences de présidents ont arrêté, le 26 mai à Brazzaville, l'ordre du jour comprenant seize affaires pour la troisième session ordinaire administrative du Sénat et dix-sept pour la sixième session ordinaire de l'Assemblée nationale.



Au niveau du Sénat, parmi les seize affaires retenues, il y a le débat d'orientation budgétaire, les séances des questions orales au gouvernement avec débat et les séances des questions d'actualité. Il y a aussi des affaires ajournées lors des sessions précédentes dont les projets de loi portant protection du consommateur ; application de régime de partage de production des grumes ; la ratification de l'accord entre le gouvernement de la République du Congo et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif à l'exemption des visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ou de service.

S'agissant des nouvelles affaires, on peut citer les projets de loi portant création du Centre multi-services de valorisation des bio ressources ; portant réglementation de l'utilisation des sources de rayonnements ionisants et des applications nucléaires ; portant création de l'Agence congolaise de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les autres affaires portent sur la création de l'Agence congolaise des affaires maritimes ; réglementation des jeux de hasard et d'argent ; création de l'Autorité de régulation des jeux de hasard et d'argent ; charte des établissements publics à caractères administratifs.

La quasi-totalité de ces affaires est reprise à l'Assemblée nationale. Il faut ajouter cependant trois propositions de lois. Il s'agit notamment des propositions de loi relative au contrôle des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs ; réglementant la sécurité privée en République du Congo, ainsi que celle relative au titre, à l'exercice de la profession d'architecte et à l'architecture en République du Congo.

« Il n'est pas exclu que le gouvernement inscrive des nouvelles affaires en cours de session », a précisé la deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Adjoint à la direction : Bermely Ngayouli
Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué

Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ASSEMBLÉE NATIONALE

Une rencontre envisagée avec le gouvernement

Le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Léon Alfred Opimbat, a exprimé le 26 mai au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le vœu de la chambre basse du Parlement d'échanger avec l'exécutif sur certains sujets brûlants de l'actualité.

Dans son discours d'orientation lors de la conférence des présidents préparant la session ordinaire du 2 juin, Léon Alfred Opimbat a expliqué que dans les premiers rapports en cours de synthèse à l'Assemblée nationale, la population pointe du doigt un certain nombre de préoccupations pressantes, impactant sa vie. Des interrogations qui attendent des réponses efficaces. « Nous sommes dans un jeu de rôle. Le vôtre consistant à traire dans les faits le projet de société sur la base duquel le président de la République a été élu pour lui permettre de présenter un bilan au souverain primaire qui l'a plébiscité à la dernière élection présidentielle. Le nôtre, celui d'apporter un soutien éclairé, lucide et sans équivoque à l'action gouvernementale dès lors que les solutions sont données à la population. Il s'agit d'une évidence



L'Assemblée nationale et le gouvernement à l'occasion de la conférence des présidents Sylvestre Nkouka

irréfutable, irréfragable, irrécusable », a rappelé le Premier vice-président de l'Assemblée nationale.

Selon lui, dans le contexte actuel, la problématique pourrait être celle de la communication. « Lorsque celle-ci est inexistante ou insuffisante, la manipulation et l'instrumentalisation deviennent dominantes. Ne dit-on pas qu'un mensonge répété mille fois se transforme en vérité ? D'où l'intérêt d'échanger pour harmo-

niser la compréhension des sujets », a conclu Léon Alfred Opimbat.

Prenant acte de cette demande du comité de coordination de l'Assemblée nationale, Anatole Collinet Makosso a rappelé qu'à l'image des échanges que le gouvernement a eus avec la Conférence épiscopale et le Sénat, la rencontre avec les députés permettra de donner un certain nombre d'informations aux différents acteurs politiques et sociaux de façon à rempor-

ter la bataille de l'opinion. « Oui, un mensonge répété donne l'illusion d'une vérité et nous devons mettre notre population à l'abri de la manipulation et de la surenchère démagogique de tout acabit. Mais, en dehors de cela, nous vous devons également des éléments de réponse sur un certain nombre de préoccupations qui sont remontées vers nous à la suite des différentes descentes que les parlementaires ont

organisées dans leurs circonscriptions respectives, à la faveur de l'intersession », a déclaré le chef du gouvernement.

La mise à la disposition des parlementaires des éléments de langage leur permettra, a reconnu Anatole Collinet Makosso, de rendre compte à leurs mandants du travail qui se fait au niveau du gouvernement. Mais également la détermination de l'exécutif à faire en sorte que les préoccupations du peuple soient prises en compte et des solutions soient trouvées dans le cadre de la mise en œuvre du projet de société à base duquel le président de la République a été ré-élu. « Le gouvernement prend acte de cela et nous allons nous organiser pour créer des conditions de cette rencontre dès que vous nous aurez communiqué la date, le lieu et toutes les modalités de sa tenue », a-t-il assuré.

Parfait Wilfried Douniama

CESSION DES TERRES AU RWANDA

Anguios Nganguia Engambé demande au Parlement d'annuler l'accord

Le président du Parti pour l'action de la République Mâ (PAR), Anguios Nganguia Engambé, a animé, le 30 mai à Brazzaville, une conférence de presse pour donner son opinion sur quelques sujets d'actualité. S'exprimant sur la cession des terres aux Rwandais, l'opposant qui s'est dit hostile au projet demande au Parlement d'annuler le protocole d'accord à cet effet.

Dans son argumentaire, Anguios Nganguia Engambé a martelé que la terre est avant tout un objet de souveraineté. Elle ne doit pas, par conséquent, être cédée ou vendue aux expatriés.

« Ces accords ne seront jamais appliqués, parce que le peuple congolais ne cédera jamais ses terres aux Rwandais. Je réitère ici que les terres congolaises ne sont et ne seront jamais à vendre. Je profite donc de l'occasion pour exhorter le Parlement à annuler l'accord signé avec le Rwanda », a indiqué le président du PAR.

Le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2021 a justifié que ces accords, dont le « contenu demeure un secret de polichinelle », risqueront de poser de sérieux problèmes au Congo à long terme, si le gouvernement n'y



Anguios Nganguia Engambé

prend garde. Ce qui justifie, a-t-il renchéri, la vive réaction des Congolais.

Abordant la question de l'insécurité publique à Brazzaville, le président du PAR a fait savoir que les services de sécurité éprouvent des difficultés à éradiquer le phonème, parce qu'ils sont sous-équipés et dépourvus des moyens de leur politique. L'opposant soutient, par ailleurs, que la délinquance et le grand banditisme sont la conséquence directe du chômage endémique des jeunes. Un motif qu'il a collé sur le dos du gouvernement qui, selon lui, peine à offrir les emplois aux jeunes.

La carte d'électeur biométrique d'ores et déjà un échec en 2026

S'exprimant sur la mise en œuvre de la carte d'électeur

biométrique lors de l'élection présidentielle dans deux ans, Anguios Nganguia Engambé a souligné que malgré les assurances données par le ministre de l'Intérieur, son applicabilité ne pourra se faire en 2026. Il estime qu'en vingt mois, le gouvernement ne pourra pas former les techniciens et les formateurs qui seront déployés sur l'ensemble du territoire national. « Il ne nous reste plus que vingt mois pour aller à l'élection présidentielle du 20 juillet 2026. A cette date, la carte d'électeur biométrique ne pourra plus entrer en vigueur, parce que le processus de sa mise en œuvre est long », a conclu le président du PAR, qui a annoncé la participation de son parti à cette échéance électorale majeure.

Firmin Oyé

CONFÉRENCE SUR L'AFFORESTATION

Un millier de participants attendus à Brazzaville

La capitale congolaise va accueillir, du 2 au 5 juillet, la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (Ciar1) liée à la décennie africaine et mondiale sur la problématique. À un mois des assises, les partenaires techniques et financiers à la tête desquels les Nations unies s'activent pour la mobilisation des ressources.

La réunion du comité technique de l'organisation de la Ciar1 avec les partenaires, notamment onusiens, européens et américains qui s'est tenue le 30 mai à Brazzaville, a consisté à faire le point sur la contribution de ces derniers. La rencontre sur l'afforestation élargie aux activités écotouristiques vise à augmenter la superficie forestière mondiale sur la base d'une coopération internationale, à travers les activités d'afforestation et de reboisement.

La prochaine conférence dédiée à l'afforestation n'est pas une conférence de trop, a rappelé Chris Mburu, le représentant résident du système des Nations unies au Congo. « *Nous sommes ici pour une cause vitale pour la planète* », a-t-il estimé. Il s'agit d'un appel à la mobilisation autour des préservations des forêts qui est adressé aux décideurs politiques de la planète, des diplomates, des chercheurs, des financiers, des défenseurs de l'environnement,



La photo de souvenir des parties prenantes Adiac

des organisations non gouvernementales, des industriels, des communautés autochtones...

L'objectif de la Ciar1 portée au plus haut niveau de l'État congolais est de promouvoir les plantations forestières et agroforestières dans le but d'accroître les stocks de carbone au niveau national. Selon la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, l'ambition partagée consiste à accroître la capacité de

séquestration de carbone atmosphérique dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, de préserver les habitats et la biodiversité ainsi que de soutenir et/ou de maximiser la production des biens et services fournis par les forêts.

En tant que solution basée sur la nature, la décennie africaine de l'afforestation est complémentaire à l'initiative de la décennie des Nations unies pour la res-

tauration des écosystèmes lancée en juin 2021, a tenu à rappeler Rosalie Matondo, ajoutant qu'entre 1000 et 1500 participants sont attendus à cette conférence internationale. Le Congo veut se positionner comme l'un des acteurs-clés de la lutte contre le changement climatique et de la préservation des écosystèmes forestiers de la planète. La préparation de cette conférence intervient quelques mois après le

sommet des trois bassins forestiers que le pays a abrité fin octobre 2023.

Pour le gouvernement congolais et ses partenaires, la Ciar1 constitue une réponse au phénomène du changement climatique avec en toile de fond la restauration des paysages forestiers. Cette solution basée sur la nature entraînera plusieurs avantages dont l'écotourisme que les organisateurs de la Ciar1 comptent promouvoir lors des prochaines discussions. Elle nécessite la prise en considération des solutions locales et l'implication des communautés autochtones, a insisté la ministre chargée du Tourisme, Lydie Pongault.

Concernant la préparation de l'évènement, la mobilisation se poursuit tout comme l'élaboration des thématiques et les invitations. La Ciar1 va se dérouler en trois phases : la session des experts, le segment ministériel avant le sommet des chefs d'Etat et des gouvernements.

Fiacre Kombo

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Démantèlement des équipements frauduleux dans la Sangha

L'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE), appuyée par son antenne de Ouesso et les services de la police nationale, ont mis la main, le 28 mai dans la Sangha, au Nord du pays, sur les équipements de type Starlink installés sans autorisation par une société chinoise opérant dans l'exploitation minière, à environ 70 km de la localité de Sembé.

Le kit Starlink destiné à une offre internet par satellite a été saisi par les équipes techniques de l'ARPCE, grâce à ses opérations de survey et conformément à ses missions ordinaires. « *Cette installation est illégale, car l'opérateur satellite Starlink n'a pas reçu de l'ARPCE l'autorisation de couvrir le segment spatial congolais, conformément à la loi* », a expliqué Benjamin Mouandza, directeur des Réseaux et Services de communications électroniques à l'ARPCE.

La loi 2009, mais également celle de finances 2023 font, en effet, obligation à tout opérateur d'obtenir une autorisation du régulateur avant la fourniture des services satellitaires, la couverture des segments spatiaux et l'occupation de la position orbitale du Congo.

Cette prescription, a expliqué Benjamin Mouandza, « *est complétée par l'obligation pour les opérateurs souhai-*

tant exploiter les réseaux satellitaires au Congo de faire préalablement la coordination des fréquences afin de préserver les réseaux terrestres congolais opérant sur les mêmes bandes de fréquences, des interférences préjudiciables ». Parmi les inculpations qui pèsent sur cette société chinoise dénommée Famiye, l'ARPCE avertit également le fait que les équipements importés n'ont pas fait l'objet d'une homologation par ses soins.

Convoqués le 29 mai au siège du régulateur, les responsables de la société chinoise ont sollicité les voies officielles de normalisation. « *Nous leur avons conseillé d'avoir recours aux opérateurs éligibles au Congo, ceux qui ont des autorisations en bonne et due forme et qui peuvent assurer la fourniture de réseau. C'est le cas d'Airtel qui couvre les localités de Sembé et Souanké* », a souligné le directeur des



Benjamin Mouandza, Edgar Elangui (chef d'antenne ARPCE Ouesso) et les représentants de la société chinoise Famiye

Réseaux et Services de communications électroniques. Autre opérateur impliqué par l'ARPCE dans ce processus, la société 3C Technologie qui exploite un réseau à fibre optique à Sembé et Souanké. Grâce à ses équipements performants,

l'ARPCE trace et traque en temps réel tout réseau installé illicitement en quelque lieu que ce soit du territoire national. L'opération de démantèlement, qui n'est pas une première, s'inscrit dans le cadre des missions de l'ARPCE qui consistent

à veiller quotidiennement au respect de la réglementation et à la qualité des réseaux. Une mission que le régulateur mène scrupuleusement, en témoigne la vingtaine des réseaux frauduleux défaits à ce jour.

Quentin Loubou

NOUVEL ORDRE MONDIAL

Les défis de l'Afrique expliqués aux jeunes

La célébration en différé de la Journée de l'Afrique à la Maison russe a été marquée par une conférence à laquelle les jeunes ont activement pris part, le 29 mai à Brazzaville, sur le thème « L'Afrique face aux exigences du XXI^e siècle ».

A la Maison russe de Brazzaville, la Journée de l'Afrique a été commémorée en différé au rythme des relations russo-africaines ; des défis du continent dans le nouvel ordre mondial. « Nous n'oublions pas notre coopération qui a débuté dès les premières années de l'indépendance », a déclaré la directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, ouvrant la conférence qui a ponctué cette commémoration.

Les échanges entre étudiants et conférenciers ont porté sur plusieurs problématiques au-delà du thème principal. « L'Afrique face aux défis du nouvel ordre mondial », communication faite par le journaliste Ed Chevry Diazz ; « La jeunesse africaine : devoir de mémoire à l'ère de la mon-



Les conférenciers sur les défis de l'Afrique/Adiac

dialisation », sous-thème développé par Alexis Bongo tandis que le diplomate Ernest Tchiloemba-Tchitembo a évoqué « Russie-Afrique : origine et évolution d'une relation pour l'évolution des peuples et le développement ». La communication du Pr Abira Ngalebaye a porté sur « La Russie et l'Afrique dans la construction d'un nouvel ordre mondial fondé sur le respect des valeurs hu-

maines et de la souveraineté des Etats ».

Face aux jeunes venus nombreux à cette commémoration, Alexis Bongo a souligné que la mémoire de l'Afrique doit être retrouvée et restaurée. « Quand la mémoire est perdue, l'on transmet l'ignorance de génération en génération. La jeunesse africaine doit en prendre conscience pour relever les défis qui se présentent à elle », a-t-il décl-

ré.

Evoquant l'acte fondateur de la relation Russie-Afrique, le diplomate Ernest Tchiloemba-Tchitembo a, quant à lui, souligné que la Russie et l'Afrique se sont toujours engagées dans la libération des peuples.

Développant le thème « La Russie et l'Afrique dans la construction d'un nouvel ordre mondial fondé sur le respect des valeurs hu-

maines et de la souveraineté des Etats », le Pr Abira Ngalebaye a appelé les jeunes à prendre conscience de l'état de la situation de l'Afrique ; leur responsabilité pour l'Afrique de demain. « Cette prise de conscience se fera à travers les repères historiques, la formation et nos valeurs qu'il ne faut pas brader au nom de quoi que ce soit », a-t-il fait savoir, car ce que certains peuples considèrent comme des valeurs ne le sont pas forcément pour d'autres. Une série de questions-réponses a davantage éclairé la lanterne des jeunes ayant pris part à cette conférence. Ils ont, d'ailleurs, souhaité que ce genre d'initiative se multiplie à l'avenir.

Rominique Makaya

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Journalistes et influenceurs des réseaux sociaux attendus à Louingui

Le député de la circonscription électorale unique de Louingui, dans le département du Pool, Elbe Biscay Bidié, organise le 1er juin, dans le chef-lieu du district, des assises sur le contenu et la gestion de l'information sur les réseaux sociaux.

La question de la révolution numérique, marquée par l'avènement des réseaux sociaux, n'est plus la seule affaire des spécialistes, surtout avec l'ouverture de nouvelles perspectives en matière de communication et de diffusion de l'information. Se présentant comme un fervent défenseur de la liberté d'expression et de l'accès à une information de qualité pour tous, le député Elbe Biscay Bidié réunira dans sa circonscription, autour d'une même table, journalistes, influenceurs et acteurs de la société civile afin d'explorer les meilleures pratiques et les stra-

tégies innovantes pour créer, diffuser et gérer de manière responsable les contenus sur les réseaux sociaux.

« La révolution numérique a ouvert de nouvelles perspectives, mais également engendré des défis majeurs, tels que la propagation de fausses nouvelles, la désinformation et la manipulation de l'opinion publique. Face à ces enjeux cruciaux, il est impératif d'engager une réflexion approfondie et des actions concertées pour promouvoir une information de qualité et renforcer la confiance du public dans les médias et

les réseaux sociaux. Nous aspirons à favoriser un dialogue ouvert et constructif, à identifier les défis majeurs et à élaborer des recommandations concrètes pour améliorer la qualité de l'information et lutter contre la désinformation en ligne », a justifié l'initiateur des assises qui seront placées sous le parrainage du conseiller spécial du président de la République, chargé des questions de l'éducation, Louis Bakabadio.

Ainsi, plusieurs thèmes seront développés à cette occasion, parmi lesquels « L'analyse approfondie de l'évolution

des médias sociaux, de leur influence croissante sur la sphère publique et leur rôle dans la formation de l'opinion et la mobilisation citoyenne » ; « La responsabilité des acteurs : examen critique de la responsabilité des journalistes et des influenceurs dans la création, la diffusion et la vérification du contenu en mettant l'accent sur les normes éthiques, la transparence et la responsabilisation ». A cela s'ajoutent les thèmes portant sur « Les stratégies de vérification et Fact-checking : présentation des dernières méthodes, outils et technologies de vérification de l'infor-

mation pour contrer la propagation de fausses nouvelles et la désinformation en ligne » ; « L'exploration des opportunités de collaboration entre médias traditionnels, nouveaux médias et organisations de la société civile pour promouvoir une information fiable, diversifiée et pluraliste ».

Le tout, autour des ateliers pratiques et sessions de formation sur des sujets spécifiques tels que la vérification de l'information, la gestion de crise en ligne et les bonnes pratiques en matière de communication sur les réseaux sociaux, ainsi que la table ronde.

Parfait Wilfried Douniama



Ambassade de la République Fédérative du Brésil

AVIS DE RECHERCHE DE LOCATION POUR ABRITER LA CHANCELLERIE

L'Ambassade du Brésil cherche en location, pour sa Chancellerie, un bien composé comme il suit :

Dimension : entre 321 et 418 m² ;

Prix en M²: entre 25,00 et 55,00 Dollars américains ;

Localisation : Centre-ville avec toutes les commodités nécessaires ;

Charges supplémentaires : spécifiées lesquelles et le montant (jardinage, gardiennage, groupe électrogène, service de nettoyage et/ou d'entretien - splits, parties communes - voirie etc.)

Offres : plis fermés contenant des photos du bien à déposer à l'Ambassade du Brésil- 76, Av. Amilcar Cabral, Tours Jumelles de Franco Villarecci & Fils (face Hôtel Radisson blu) 3^e étage, porte 304.

Date limite de dépôt : 07 juin 2024 à 10h00

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le Congo va en guerre contre l'extrémisme violent

Le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, a lancé, le 29 mai, à Brazzaville les travaux de la mission d'évaluation des capacités de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) en République du Congo.

Point focal du CAERT, la Centrale d'intelligence et de documentation (CID) a fait appel à cet organisme spécialisé de l'Union africaine aux fins de bénéficier de son expertise en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ceci à un moment où des groupes armés écumant certains pays de la ceinture de sécurité de la République du Congo ont proclamé leur affiliation aux organisations terroristes internationales. Le directeur par intérim du CAERT, Idriss Mounir Lallali, a salué la détermination du gouvernement congolais à œuvrer inlassablement à l'éradication de la menace terroriste.

Selon lui, cette mission se propose de se faire une idée nette du niveau de mise en œuvre du Plan d'action 2002 de l'Union africaine par la République du Congo, des capacités du pays à mettre en œuvre les engagements pris aux termes de ce plan. Il s'agira également de faire l'état de coopération interne dans la lutte contre le terrorisme, des moyens existants, des difficultés, et de tout ce qui permettra d'élaborer des recommandations utiles à l'amélioration des mesures et mécanismes existants, et des moyens de lutte antiterroriste. Les objectifs essentiels de la mission étant d'établir le cata-

logue des besoins réels du pays en assistance technique par domaine et par ordre prioritaire ainsi qu'élaborer des recommandations à l'Etat congolais. « Un rapport préliminaire sera établi et adressé aux autorités congolaises, afin que nos vues soient harmonisées sur le contenu à diffuser », a précisé le coordonnateur de la mission d'évaluation du CAERT.

Se mettre en adéquation avec les recommandations en la matière

Faisant un bref aperçu historique des périodes tumultueuses que le Congo a connues de 1982 à 2017, l'administrateur général de la CID, le général Philippe Obara, a rappelé qu'une paix et une sécurité relatives sont actuellement observées sur l'ensemble du pays, lui permettant le qualificatif de « Havre de paix et de sécurité ». « L'évaluation de la sécurité nationale, régulièrement faite par les services, permet de l'affirmer et nous pousse parfois à un optimisme susceptible de couvrir un calme trompeur. C'est pour éviter de verser dans cet optimisme qui ne met pas notre pays à l'abri d'actes terroristes, qu'il sied de savoir se remettre en cause pour mieux comprendre et pouvoir avancer avec plus d'assurance », a-t-il précisé.



Les officiels à la cérémonie d'ouverture DR

Congo, je reste persuadé, de se doter d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, assortie d'un plan d'actions ainsi que d'une loi spéciale, pour un encadrement plus rationnel et davantage légal », a souligné le ministre Raymond Zéphirin Mboulou.

Notons que cette rencontre de trois jours regroupe les cadres et sachants du Conseil national de sécurité, de la Cour suprême, des ministères de l'Intérieur, de la Défense nationale, de la Justice, des Affaires étrangères, des Finances et de l'Economie forestière. Des organisations de la société civile et des droits de l'homme et autres acteurs sont également représentés.

Parfait Wilfried Douniama

D'après lui, au regard de la transversalité de la problématique posée, aucune administration ou aucun service ne peut se prévaloir du monopole ou d'une solution en œuvrant de manière solitaire. « De cette évaluation, notre pays attend l'analyse que vous retiendriez au terme de cette mission avec, à la clé, des recommandations pertinentes pour l'élaboration d'une loi et d'un plan d'actions pour la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en République du Congo. Ces instruments permettront à la République du Congo de se mettre en adéquation avec les recommandations des Nations unies, de l'Union africaine et des organisations régionales en la matière », a

souhaité le général Philippe Obara.

Le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, de son côté, a déploré le fait que l'Afrique subit depuis des années les affres d'une insécurité constante. Ce qui permet à l'insécurité de gagner du terrain du fait de la transnationalité organisée de la criminalité les pays du golfe de Guinée. « La présente évaluation vise non seulement à renforcer les capacités des acteurs pluridisciplinaires, engagés à différents niveaux de cette lutte, mais aussi, à avoir une lecture partagée des causes et manifestations de ce phénomène dans nos pays. Les débats ainsi que les résultats qui s'en suivront permettront au

AFFAIRES SOCIALES

Le Congo et la Banque mondiale évoquent la protection des vulnérables

L'élargissement de la protection sociale des personnes vulnérables a été au menu de l'échange entre la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, et la directrice sectorielle de la protection sociale, pour l'Afrique de l'Ouest et du centre à la Banque mondiale, Carmillia Holmemo, le 29 mai à Brazzaville.

Le Congo et la Banque mondiale passent en revue les projets relatifs à la protection sociale. « Les projets engagés dans le domaine de la protection, qui intègrent l'impact des catastrophes naturelles, doivent atteindre un grand nombre de personnes vulnérables », a expliqué Carmillia Holmemo.

La ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa et la directrice sectorielle de la Banque mondiale ont, en effet, souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes visant à étendre la protection sociale de sorte à ne laisser aucun vulnérable au bord de la route.

Le registre social unique a également été évoqué par les deux personnalités. Il s'agit



Échange entre la ministre des Affaires sociales et Carmillia Holmemo/Adiac

d'un système d'information qui appuie le processus d'inscription et de décision quant à l'éligibilité à travers

la collecte et la mise à jour des informations sur les bénéficiaires potentiels des programmes de protection so-

ciale. A ce propos, il convient de rappeler que le 21 mars dernier à Brazzaville, la ministre des Affaires sociales,

de la Solidarité et de l'Action humanitaire procédait à la pose de la première pierre du bâtiment qui va abriter le siège du registre social unique.

A dire vrai, la protection sociale telle qu'évoquée par la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa et la directrice sectorielle de la Banque mondiale, Carmillia Holmemo, s'étend à l'employabilité des jeunes. « Notre objectif est de voir comment former et donner des opportunités d'emploi aux jeunes congolais », a fait savoir cette dernière qui a salué les efforts du Congo dans la mise en œuvre des politiques sociales dans un contexte économique difficile.

Rominique Makaya

L'Otan réunie à Prague lèvera-t-elle les restrictions sur les armes fournies à Kiev ?

Les pays alliés de l'Ukraine doivent la laisser frapper la Russie avec les armes qu'ils lui fournissent, a réclamé jeudi à Prague le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg, peu avant le début d'une réunion ministérielle de l'Alliance atlantique.

«Je pense qu'il est temps de remettre en cause certaines de ces restrictions afin de permettre aux Ukrainiens de se défendre», a-t-il déclaré lors d'une conférence à Prague où se retrouvent les ministres des Affaires étrangères de l'Otan.

Le débat sur l'utilisation ou non sur le territoire de la Russie de certaines des armes fournies à Kiev par les Occidentaux, en l'occurrence des missiles à longue portée, agite les capitales de l'Alliance. Plusieurs pays y sont favorables, d'autres, comme les Etats-Unis, y sont beaucoup plus réticents, redoutant un conflit direct avec Moscou.

Le Kremlin a accusé jeudi l'Otan de provoquer l'Ukraine pour prolonger «une guerre insensée» après un avertissement lancé mardi aux Alliés par le président russe Vladimir Poutine sur de «graves conséquences» s'ils devaient donner leur feu vert.



Mardi à Berlin, le président français Emmanuel Macron s'y est de son côté montré favorable. Plus évasif, le chancelier allemand Olaf Scholz n'a pas levé explicitement son veto à un usage en territoire russe des armes que son pays fournit à Kiev. Et cela d'autant plus que Berlin se refuse à fournir à l'Ukraine

les missiles Taurus à longue portée qu'elle fabrique, pourtant instamment réclamés par le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

«La République tchèque n'a aucun problème avec l'Ukraine se défendant contre l'agresseur; y compris par des attaques qui nécessairement doivent se faire

sur le sol russe», a en revanche déclaré jeudi le ministre tchèque des Affaires étrangères, Jan Lipavsky. Le chef de la diplomatie norvégienne, Espen Barth Eide, s'y est dit également favorable. «Sinon, nous imposons à l'Ukraine une limite qui rend la victoire plus difficile», a-t-il déclaré

à Prague.

Les discussions devraient également se concentrer sur les batteries de défense anti-aérienne et les munitions que les forces ukrainiennes, en difficulté sur le champ de bataille, réclament avec insistance.

Les ministres vont aussi préparer le sommet de l'Otan prévu à Washington en juillet et discuter d'une enveloppe de 100 milliards d'euros pour aider l'Ukraine sur le long terme. Un passage de flambeau pourrait également se faire entre les Etats-Unis et l'Otan en ce qui concerne la coordination de l'aide militaire à l'Ukraine.

Ce transfert vers l'Otan est censé garantir la continuité de cette aide militaire dans le cas d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Plusieurs pays de l'Otan redoutent qu'il cherche à y mettre un terme s'il devait être élu en novembre.

Julia Ndeko avec AFP



TERMES DE RÉFÉRENCE - CONSULTANCE ILLUSTRATEUR(TRICE)

Introduction et contexte

Dans le cadre de ses activités au Nord Congo, la Wildlife Conservation Society (WCS) établit un Mécanisme de Règlement de Grievs afin d'assurer la participation communautaire et la résolution pacifique des conflits liés à la conservation de la nature. Pour communiquer efficacement sur ce mécanisme, nous voulons inclure des illustrations. Ces illustrations joueront un rôle essentiel en facilitant la compréhension, compte tenu des barrières linguistiques et du défi persistant de l'alphabétisation, tout en intégrant la culture locale et en captivant l'attention du public.

Objectif

Le prestataire sélectionné devra créer des illustrations originales représentant le processus et les principes du Mécanisme de Règlement de Grievs de la WCS. Les illustrations seront employées dans différents types de supports de communication comme des brochures, des affiches, des présentations, etc.

Livrables

- 15 planches maximum en png et vectoriel (.SVG, .Ai ou .EPS)
- Tous les calques et objets

Profil du consultant

- Avoir une expérience confirmée dans la création d'illustrations.
- Savoir capturer et refléter la culture des zones rurales congolaises (Sangha, Likouala) à travers l'art.

- Savoir impérativement dessiner à la main.

- Avoir la capacité de travailler de façon autonome et de respecter les échéances.
- Être capable de présenter des esquisses et de les modifier si besoin est.
- Être en mesure de faire des suggestions et des propositions qui peuvent nous aider à atteindre nos objectifs.
- Communiquer en Français et Lingala.

Soumission des offres

La prestation est évaluée à 5 jours.

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur candidature en incluant les éléments suivants :

1. Un portfolio qui détaille les illustrations précédentes, en mettant l'accent sur les travaux pertinents pour ce projet.
2. Des croquis illustrant leur capacité à capturer la culture congolaise ont été faits à la main.
3. Un CV qui détaille l'expérience pertinente.

Toute présentation de travaux dont le candidat n'est pas l'auteur sera éliminatoire. Les candidatures doivent être envoyées par courriel à l'adresse wcscongo@wcs.org et cccnzouzi@wcs.org avant le 10 juin 2024. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour la suite du processus.

Si vous avez besoin de plus d'informations, veuillez nous contacter.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

GUERRE À GAZA

Xi Jinping appelle à une conférence de paix élargie

Le président chinois Xi Jinping a appelé jeudi à l'organisation d'une conférence de paix élargie pour résoudre le conflit à Gaza lors d'un forum réunissant dirigeants et diplomates arabes à Pékin.

«La guerre ne devrait pas se poursuivre indéfiniment. La justice ne devrait pas être absente pour toujours», a déclaré Xi Jinping dans un discours évoquant le conflit à Gaza.

Si ce Forum Chine-pays arabes, auquel participent les présidents égyptien Abdel Fattah al-Sissi, emirati cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyane et tunisien Kais Saïed, vise à raffermir les liens diplomatiques et économiques entre le géant asiatique et le Moyen-Orient, le conflit dans la bande de Gaza est au cœur des discussions.

Xi Jinping qui entretient de bonnes relations avec Israël a rappelé que la Chine soutenait depuis longtemps la cause palestinienne, la création d'un État palestinien indépendant et l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU. Il a aussi plaidé pour l'organisation d'une conférence de paix interna-



Les participants au forum/DR

tionale élargie en termes de participants.

De son côté, Abdel Fattah al-Sissi a appelé la communauté internationale à empêcher toute tentative de contraindre les Palestiniens à quitter leur terre par la force. Mercredi en recevant Abdel Fattah al-Sissi au palais du Peuple à Pékin, Xi Jinping a salué «le rôle important joué par l'Égypte dans l'apaisement de la situation et l'acheminement de l'aide humanitaire» et s'est dit prêt à «soutenir un règlement rapide, global, juste et durable de la question palesti-

nienne».

L'Égypte, le Qatar et les États-Unis sont engagés depuis des mois dans des pourparlers visant à obtenir une trêve durable à Gaza, assortie à une libération des otages enlevés par le Hamas. La guerre a déplacé la majorité des 2,4 millions d'habitants de Gaza et provoqué une catastrophe humanitaire majeure.

Pékin a renforcé ces dernières années ses relations commerciales et diplomatiques avec le Moyen-Orient, dont une grande partie est traditionnellement sous in-

fluence américaine. Dans son discours, Xi Jinping a d'ailleurs loué la «profonde affinité» entre la Chine et les pays arabes et appelé à renforcer leur coopération en matière d'énergie, alors que Pékin est déjà un client majeur pour les pays exportateurs de pétrole de la région.

Jeudi, le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyane a évoqué la Chine comme son deuxième pays et souligné l'importance du partenariat stratégique entre les deux pays, s'engageant à le renforcer.

De manière générale, «l'ami-

tié entre la Chine, le peuple chinois et les pays arabes remonte aux échanges amicaux le long de l'ancienne Route de la soie», a pour sa part rappelé le président chinois. La route de la soie, un vaste projet d'infrastructures dans le monde auquel 21 pays arabes ont déjà souscrit, selon les médias d'État chinois.

La Chine a aussi supervisé et facilité le rapprochement diplomatique l'an passé entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

La diplomatie chinoise a dit espérer que cette conférence «fasse entendre une voix commune sino-arabe» sur la question palestinienne.

Pour les analystes, la Chine peut utiliser son engagement dans ce dossier pour renforcer sa position dans la région, en mettant en avant ses efforts par rapport à ce qu'elle perçoit comme de l'inaction de la part des États-Unis.

Julia Ndeko avec AFP

BUROTEC

f w i

JOURNÉES PORTES OUVERTES

2^{ÈME} ÉDITION

05 JUIN 2024 AU 25 JUIN 2024

JUSQU'À -50% DE REMISE DANS TOUS LES MAGASINS

Centre-ville, Rond-point la gare croisement des avenues William Guynet et Orsy.

+242 05 579 66 74 / 05 537 14 67

GOVERNANCE

L'Asadho invite le chef de l'Etat à mettre fin à la privatisation des institutions

L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) demande au président de la République, en sa qualité de garant du bon fonctionnement des institutions, de prendre des mesures urgentes pour que celles-ci fonctionnent pour l'intérêt de tous et non de quelques individus.

L'Asadho a exprimé sa vive préoccupation face aux pratiques de prédation des fonds publics dénoncées par la Cour des comptes, dans son rapport intitulé «Audit des recettes judiciaires, exercices 2021 et 2022», réalisé sur les recettes dans les cours et tribunaux et parquets, à la Police nationale congolaises et dans certains services d'assiette relevant du ministère de la Justice et gar de des sceaux dans la ville de Kinshasa.

Selon ce rapport cité par l'Asadho dans son communiqué du 29 mai signé par son président, Me Jean-Claude Katende, les recettes de toutes ces institutions entrent plus dans les poches des individus que dans la caisse de l'Etat. A ce sujet, la Cour des comptes a fait plusieurs constats malheureux dont l'Asadho a cité quelques-uns. Il s'agit notamment de l'élaboration, par le Conseil supérieur de la magistrature, des prévisions budgétaires irréalistes et largement sous-estimées qui ne tiennent pas compte des statistiques d'actes réellement posés par chaque entité ; de la perception des mains des requérants ainsi

que la détention des frais de justice par des personnes non habilitées (magistrats, greffiers, secrétaires et préposés des services d'assiette relevant du ministère de la Justice et garde des sceaux).

Il y a également la consommation généralisée à la source d'une importante partie des recettes perçues au motif que les entités ne bénéficient ni de frais de fonctionnement ni de la rétrocession sur les recettes réalisées ; le paiement de la prime de rétrocession dans les comptes bancaires individuels d'une vingtaine de cadres et agents en lieu et place de la Coordination nationale de la police judiciaire ; ainsi que le non versement régulier de la part des recettes revenant au Trésor public sur les ventes des biens saisis ou confisqués réalisées et les loyers perçus. «Ces constats qui sont nombreux et bien détaillés dans le rapport de la Cour des comptes montrent de quelle manière les fonctionnaires se partagent ou utilisent les fonds publics comme des fonds privés et en toute impunité», a regretté



Le président Félix Tshisekedi DR

l'Asadho.

L'association note que la privatisation des fonds publics est un autre aspect qui montre que la justice est vraiment malade. Cette prédation, regrette-t-elle, a fait perdre au Trésor public la somme de 8 848 678,10 de dol-

lars américains pour les exercices 2021 et 2022 de la ville de Kinshasa. Pour l'Asadho, si cette enquête est étendue à toute la République, le constat sera troublant et décevant. Ce qui l'amène à recommander au président de la République, en sa qualité de

garant du bon fonctionnement des institutions, de prendre des mesures urgentes pour que celles-ci fonctionnent pour l'intérêt de tous et non de quelques individus. Elle attend que la Première ministre donne suite aux recommandations faites par la Cour des comptes dans son rapport. La Cour des comptes, quant à elle, est appelée à étendre cet audit des recettes judiciaires à d'autres provinces du pays et à vulgariser ce rapport auprès des organisations de la société civile ainsi que de tous les acteurs du secteur judiciaire. Les autorités judiciaires sont, pour leur part, appelées à se saisir du rapport de la Cour des comptes pour interpeller toutes les personnes à la base de la privatisation des recettes judiciaires pour la période de 2021 et 2022.

L'Asadho exhorte, en outre, les organisations de la société civile à s'approprier ce rapport pour demander aux autorités du pays de mettre en œuvre les recommandations faites par la Cour des comptes.

Lucien Dianzenza

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Yaoundé, le 26 AVR 2024
Le Gouverneur

NOTE D'INFORMATION SUR LA DEMONETISATION DES BILLETS DE LA GAMME BEAC TYPE 1992

Le Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) informe le public que conformément à la Décision du Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) lors de sa session extraordinaire du 7 novembre 2022, les billets de la gamme BEAC type 1992 ne seront plus échangeables aux guichets de la BEAC à compter du 1^{er} juin 2024.

Ces billets ont été démonétisés et privés du cours légal et du pouvoir libératoire sur l'ensemble du territoire de la Communauté depuis le 1^{er} mars 2023

Le Gouverneur invite par conséquent les détenteurs de ces billets à se présenter aux guichets de la BEAC avant le 1^{er} juin 2024 pour les échanger munis d'une pièce d'identité. Passé ce délai, les billets de la gamme 1992 n'auront plus aucune valeur et ne pourront plus être échangés.

Le Gouverneur rappelle en outre que les billets de la gamme 2002 conservent leur cours légal et pouvoir libératoire et continuent de circuler conjointement avec les billets de la gamme 2020. Les billets des deux gammes doivent donc être acceptés sans distinction dans toutes les transactions.

SERVICES CENTRAUX
Yvon SANA BANGUI

Billets en circulation

GAMME 2002
Billets qui conservent toujours leur cours légal et pouvoir libératoire dans la CEMAC et qui continuent de circuler conjointement avec les billets de la gamme 2020

Billets en circulation

GAMME 2020
Billets de la nouvelle gamme mis en circulation le 15 décembre 2022 ayant cours légal et pouvoir libératoire dans la CEMAC

Billets en circulation

GAMME 1992
Billets démonétisés depuis le 1^{er} mars 2023, échangeables aux guichets BEAC jusqu'au 31 mai 2024

Démonétisés

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

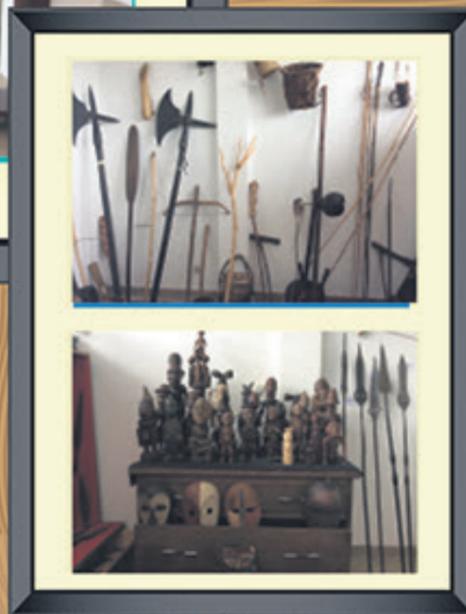
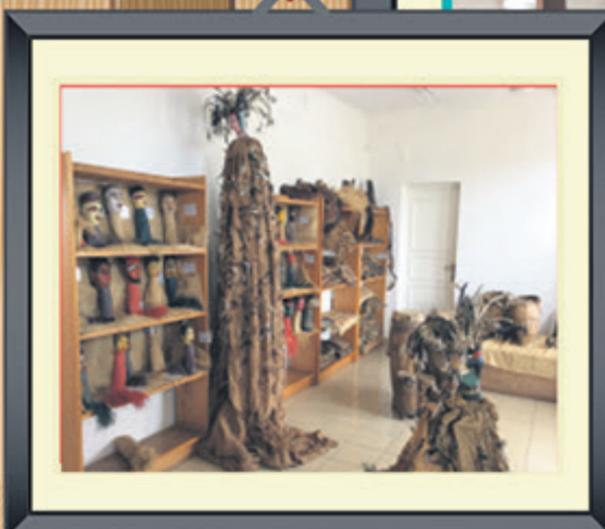
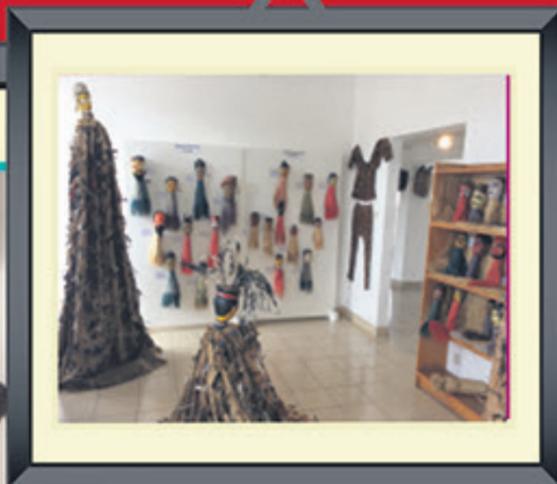
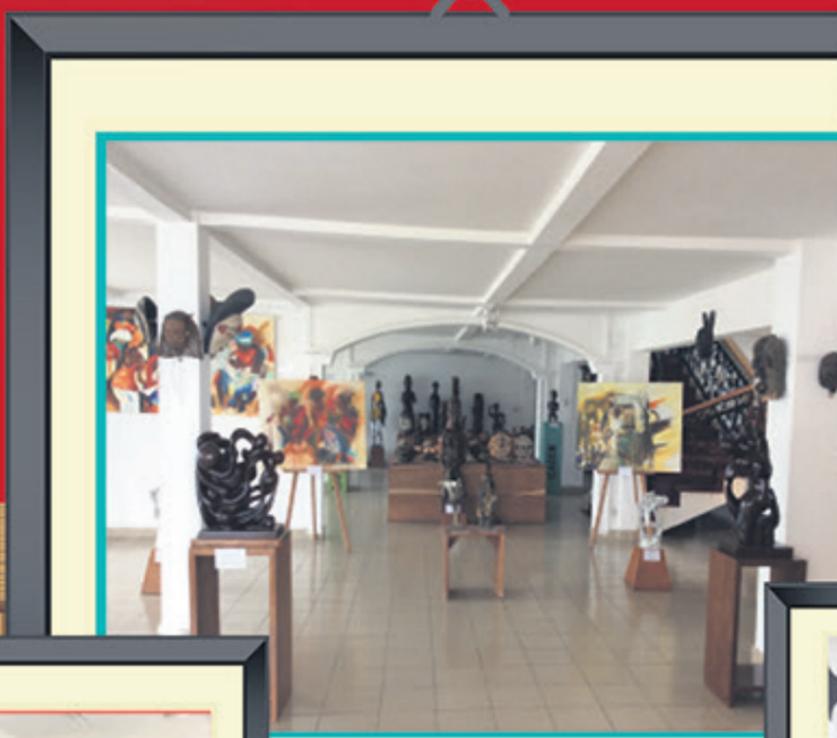
CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

MUSÉE AFRICAIN DE L'UNIVERSITÉ NORMALE DE ZHEJIANG

La culture africaine mise en valeur

Situé dans la province du Zhejiang dans la ville de Jinhua, le Musée africain de l'université normale de Zhejiang expose le riche héritage culturel du continent africain ainsi que les liens durables entre l'Afrique et la Chine.

Créé en 2010 par l'Institut d'études africaines de l'université normale de Zhejiang, ce musée met en lumière la culture africaine à travers tout le continent décrivant ainsi l'importance de cette culture continentale très riche. Grand de 400 mètres carrés, on y trouve plusieurs objets africains qui racontent son histoire, son développement et décrivent sa beauté. Il s'agit notamment des artefacts historiques et des panneaux d'interprétation informatifs décrivant l'importance de la culture, des instruments de musique, des sculptures, des articles ménagers, des masques, des costumes, l'histoire générale et les perspectives d'avenir, ainsi que les liens continentiels avec la Chine.

Dans le cadre de leur séjour en Chine, les journalistes africains participant au programme de formation médiatique du Centre international de presse et de communication de Chine ont récemment visité les lieux et ont été impressionnés. « *travers ce Musée, nous donnons la possibilité aux Chinois, qui n'ont pas toujours cette chance d'aller en Afrique, d'expérimenter l'Afrique sur place de sorte à connaître l'Africain, connaître sa*

culture, ainsi mieux établir les relations beaucoup plus équitables avec lui. Pour ce qui est des objets installés dans le musée, ils nous viennent le plus souvent des dons, des ambassades africaines en Chine, mais aussi des particuliers. Aussi, certains des dons sont le fruit des échanges et coopérations entre l'université normale de Zhejiang et les universités africaines car l'université a établi des coopérations avec plus d'une trentaine d'universités africaines », a expliqué le docteur camerounais Rodrigue Taling Tene, vice-directeur du Centre d'études francophones de l'Institut des études africaines de l'université normale de Zhejiang.

Présentant ledit institut, le professeur-chercheur malien, Yoro Diallo, également directeur du Centre d'études francophones de l'institut et celui du musée a fait savoir que, depuis sa création, plusieurs étudiants y ont été formés en master et doctorat. Ce centre d'encadrement africain initie des activités visant à faire connaître l'Afrique à la jeunesse chinoise et africaine, faire connaître la compression sino-africaine à travers



Des objets africains exposés dans le musée DR

des activités comme les Think Tanks. « *... Je pense que mieux nous nous connaissons sur le plan culturel, mieux nos relations peuvent s'approfondir, parce que nous avons déjà d'excellentes relations en matière politique, économique et culturelle. Nous avons encore des efforts à faire pour mieux nous comprendre. C'est pourquoi je dis qu'il est souhaitable même que nous ayons des musées de*

Chinois en Afrique pour que les Africains qui n'ont pas l'opportunité de venir en Chine puissent découvrir la culture chinoise », a-t-il dit.

Premier du genre en Chine, l'Institut d'études africaines de l'université normale de Zhejiang s'impose comme un pilier pour les échanges sino-africains. C'est l'un des premiers centres qui donne la priorité aux études africaines. Développé au cours d'une décennie, il propose

des enseignements liés au développement économique aux étudiants chinois et étrangers. Parmi les milliers d'étudiants étrangers présents sur le campus, beaucoup viennent de divers pays africains. Fondé par le professeur Liu Hongwu, l'Institut compte une cinquantaine de chercheurs chinois et africains originaires du Cameroun, du Nigeria, de la Somalie et de l'Afrique du Sud...

Gloria Imelda Lossele

CENTRAFRIQUE

Vente aux enchères d'une réplique du trône de l'empereur Bokassa

Parmi des centaines d'objets proposés à la vente, une réplique du trône, un siège, fidèle reproduction de celui sur lequel s'est assis l'ancien empereur de Centrafrique, Jean-Bedel Bokassa.

Quatre mètres par trois, il s'agit d'un siège en velours rouge taillé dans le corps d'un aigle aux ailes dorées à la feuille d'or. « *Il est tout en acajou massif, doré à la feuille. Le siège est creusé dans le ventre de l'aigle et tapissé de velours capitonné, comme l'était le trône original* », décrit Rémi Le Forestier, fabricant du trône.

« *Pour moi, c'est un peu le roi des trônes, mais c'était une façon de montrer à nos clients que si on est capable de réaliser le trône de Bokassa par sa complexité, parce qu'il est*



très grand, on est capable de reproduire un peu tout style de meubles », sou-

ligne-t-il. Mise en vente aux enchères à 10 000 euros, le 26 mai, la ré-

plique du trône de Bokassa, l'ancien empereur de Centrafrique qui a vécu

à Neuvy-sur-Barangeon, n'a pas encore trouvé preneur. Elle a été réalisée durant huit mois en 2022. Ce siège est l'unique réplique existante du trône de couronnement de l'ancien empereur de Centrafrique. Contacté, le commissaire-priseur de la Maison Rouillac affirme que le trône est toujours disponible et que la Maison étudiera toutes les propositions. L'original, conçu en bronze doré par le sculpteur Olivier Brice, avait coûté 2 500 000 dollars... Pillé, il n'en reste à Bangui que le squelette.

Noël Ndong



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB, « CRS » République du Congo recrute un(e) Assistant(e) de Projet MEAL pour le Fonds Mondial de lutte contre le paludisme au sein de son bureau à Brazzaville

L'Assistant(e) de Projet MEAL sous la supervision du MEAL Officer aura pour rôle de :

- Appuyer le suivi d'activités du projet sur le terrain et au bureau, en s'assurant du respect des calendriers de mise en œuvre conformément sur le plan détaillé d'activités et du renforcement de l'adhésion aux systèmes pour la mise en œuvre de projets de qualité.
- Coordonner la communication et faciliter le partage d'informations relatives aux activités du projet entre l'équipe du projet, les partenaires de mise en œuvre et les participants au projet au niveau communautaire pour aider les partenaires locaux à renforcer l'intérêt, l'implication et les réseaux d'appui de la communauté.
- Assister dans la mise en œuvre du mécanisme de feedback et réponse (MFPR) du projet. Apporter un soutien pour rechercher activement un feedback des membres des communautés cibles et autres parties prenantes.
- En coordination avec l'équipe du projet FFE/MGD, appuyer les rencontres de renforcement des capacités relatives au MEAL (formations sur les bonnes pratiques, cibles des ouvrages à construire...)
- Compiler les données MEAL et Logistique fournies au niveau communautaire conformément aux exigences du projet et contribuer à la préparation de rapports.
- Contribuer à l'apprentissage et aux décisions du programme en posant des questions réfléchies, en réfléchissant aux informations venant des membres de la communauté et des partenaires et en les partageant avec la direction du projet.

Formation, expérience et capacités requises

- Bac+2 exigé, Licence souhaitée. Au minimum 2 années de travail ou de volontariat dans le développement dans une organisation internationale est un plus.
- Connaissances en informatique nécessaires : outils de rapportage Excel ; power BI...
- Maîtrise du Français, la connaissance de l'Anglais et langues locales serait un atout
- Compétences en observation, écoute active et analyse avec la capacité de porter de bons jugements
- Bonnes compétences en relations interpersonnelles et capacité à interagir efficacement avec des groupes divers
- Proactif, plein de ressources, axé sur les résultats et les services
- Connaissances et maîtrise des outils de ciblage, Application CommCare....

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
- Les copies certifiées des diplômes
- Certificat de travail/attestation d'employeur
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

doit parvenir au plus tard le **14 juin 2024** à l'adresse email suivante : CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « **Assistant(e) de Projet MEAL** » ou encore par le biais de l'ACPE.

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident

1



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Catholic Relief Services, USCCB « CRS » République du Congo recrute un Risk & Compliance Manager au sein du bureau de Brazzaville.

Le titulaire du poste aura pour rôle de :

- Collaborer avec les responsables des audits, des risques et de la conformité au niveau du siège et de la région et avec la direction du CP pour la mise en œuvre et le renforcement de systèmes de contrôle interne et de l'amélioration continue de la performance des processus.
- Anticiper et identifier les risques et les difficultés et les solutions les plus appropriées pour y répondre.
- Appuyer la mise en œuvre de la politique de gestion financière des sous-récepteurs (SRFMP)
- En collaboration avec la direction du CP, planifier et mener des audits internes, des revues de contrôle et des évaluations de la conformité. Analyser les résultats et faire des recommandations.
- Mener et diriger des examens/enquêtes au niveau du CP et des partenaires et rendre compte efficacement des résultats au superviseur, à la direction du CP et à l'unité Ethique, le cas échéant.
- Veiller à ce que les étapes clés tout au long du processus d'enquête, y compris la planification, le travail sur le terrain et les rapports, soient coordonnées efficacement avec la contribution et les conseils de la région et de l'Unité Ethique. Les examens et les enquêtes sont effectués conformément aux directives du superviseur, aux procédures de gestion des allégations de fraude de CRS, aux politiques de CRS, aux lois locales et aux réglementations des donateurs.

Formation, expérience et capacités requises

- Master en comptabilité, administration des entreprises ou autre domaine pertinent souhaité. CIA, CFE ou CPA ou qualification similaire fortement préférée.
- Certification Lean/Six Sigma Green Belt ou certification de professionnel de la gestion de projets souhaitée.
- Minimum de 7 ans d'expérience professionnelle, dans l'idéal dans une organisation internationale, avec de plus en plus de responsabilités dans les opérations et/ou les programmes. Au moins 3 de ces années comprendront une expérience en audit, conformité ou gestion des risques.
- **Langues exigées** : – Français et Anglais
- **Voyage** - Être disposé et capable de voyager jusqu'à 50 %.

Dossier de candidature devra comporter :

- Un Curriculum vitae (CV) avec trois références professionnelles (Email, coordonnées téléphoniques)
- Une lettre de motivation adressée au représentant Résident, en mentionnant le poste concerné.
- Les copies certifiées des diplômes
- Certificat de travail/attestation d'employeur
- Une pièce d'identité (Passeport, CNI) en cours de validité

La description complète du poste est disponible sur le site www.emploi.cg

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le **14 juin 2024** à l'adresse email CG_HR@crs.org avec comme objet du message : « **Risk & Compliance Manager** »

Il convient de signaler que CRS se réserve le droit de ne pas donner une suite à candidature car seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. CRS veille à un espace de travail sans harcèlement, ni maltraitance, ni exploitation et ni trafic d'êtres humains et tolérance zéro à la fraude et à la corruption.

Représentant Résident



Titre du poste : Coordinateur IFO USLAB
Localisation : Concession forestière IFO
Rapport à : Comité Pilotage et unité de Gestion FOKL
Niveau du poste : Directeur
Date de début : LE PLUS TÔT POSSIBLE
Superviser :
 Unité Surveillance et Application de la Loi (USLAB)

Aperçu du poste

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL), le gouvernement du Congo et Industrie Forestière de Ouessou (IFO) ont conclu un accord à long terme pour revitaliser, réhabiliter et gérer l'application de la loi dans la concession forestière d'IFO. Dans ce cadre, un coordinateur est employé pour superviser cette opération.

Le coordinateur de l'USLAB assure la mise en œuvre de la stratégie globale et développe la méthodologie appropriée pour atteindre les objectifs et réaliser les buts principaux du projet, qui sont basés sur le protocole d'accord avec le gouvernement de la République du Congo, l'accord de financement avec les donateurs et le plan d'affaires quinquennal.

Principales fonctions et responsabilités

- Diriger l'affinement de la stratégie et de la méthodologie pour mettre en œuvre le projet et atteindre les objectifs définis dans son plan d'entreprise quinquennal.
- Élaborer et mettre en œuvre le plan de travail annuel, les budgets annuels et le plan d'entreprise approuvés par l'équipe de gestion des opérations ;
- Recruter et gérer l'unité USLAB.

- Coordonner tous les projets de conservation et de recherche avec la FOKL.
- Présenter la stratégie, les résultats, les budgets, les activités et la planification au comité de pilotage du projet, le cas échéant.
- Créer un groupe d'intérêt pour la conservation avec les communautés locales, les chefs traditionnels et les représentants du gouvernement.

Ce à quoi ressemblera la réussite dans deux ans :

- Une USLAB pleinement opérationnelle, dotée des structures nécessaires pour assurer la durabilité environnementale de la concession forestière.
- Toutes les unités de l'USLAB sont mises en place et disposent des ressources nécessaires,
- De bonnes relations ont été développées avec toutes les parties prenantes,
- Des résultats probants au regard des objectifs de conservation de l'UFA.
- Relations clés :
 - Gestion FOKL.
 - ACFAP
 - IFO
 - Communauté de pilotage
 - Équipe régionale APN
 - Principaux donateurs
- Qualifications, compétences et expérience requises :
 - Plus de 10 ans d'expérience dans la conservation des ressources naturelles et la gestion durable des écosystèmes dans une région très isolée d'Afrique centrale ;

- Capacité avérée à gérer un projet de conservation, y compris la méthodologie/stratégie, le recrutement et la gestion du personnel, la logistique, l'infrastructure, l'administration/les finances, la gestion participative, les relations sociales avec les parties prenantes nationales et locales.
- Connaissance approfondie du contexte naturel et culturel de la République du Congo.
- Expérience de la gestion des bailleurs de fonds institutionnels, en particulier des fonds de l'UE.
- Excellentes capacités d'analyse et de communication orale et écrite en français, maîtrise professionnelle de l'anglais.
- Forte capacité à gérer le temps et les priorités concurrentes.
- Esprit d'initiative, persévérance et résilience.
- Respect des droits de l'homme

Comment postuler :

Pour postuler, veuillez envoyer votre CV et votre lettre de motivation à rh.odzala@africanparks.org et avant le 10 juin 2024.

Nous encourageons vivement les candidatures féminines.

Si vous n'avez pas de réponse de notre part dans les 2 semaines suivant la date de clôture, veuillez considérer que votre candidature n'a pas été retenue.

INTERVIEW

Sylver Ganvoula : « Quand la musique de la Ligue des champions retentit, tu te rends compte du chemin parcouru »

Depuis son siège d'avion, au départ de Roissy, le capitaine des Diables rouges est revenu sur son titre de champion de Suisse, la Ligue des champions, sa bonne saison et son rôle de capitaine en sélection.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Sylver, comment vas-tu après cette célébration que l'on imagine grandiose à Berne ?

Sylver Ganvoula (S.G.) : Un peu fatigué, car on a bien célébré le titre avec nos supporters. Mais je récupère vite, ça va aller.

L.D.B. : C'est ton deuxième titre majeur après la Bundesliga 2 remportée avec Bochum en 2021. Champion de Suisse, c'est un cran au-dessus...

S.G. : Ce titre confirme la domination du club sur le football suisse (Ndlr : sacrés en 2018, 2019, 2020, 2021, 2023 et 2024). Et c'est à l'issue d'une saison totalement maîtrisée par l'équipe. Donc, c'est fort. Et à titre personnel, c'est évidemment mon plus beau titre.

L.D.B. : Avec NEUF buts, tu

es le 3e meilleur buteur de l'équipe et tu as été un artisan important du titre.

S.G. : Oui, j'ai fait une belle saison, surtout dans le sprint final. Je crois que je peux être fier de ma saison

L.D.B. : Parmi ces neuf buts, il y a ce retourné, face au FC Zurich, le 5 mai. Celui-ci restera dans ta mémoire, non ?

S.G. : Oui, clairement. C'est le genre de buts dont les supporters se souviennent longtemps et te reparlent même après la fin de ta carrière.

L.D.B. : Tes débuts en Ligue des champions, le match face à Manchester City, ton but en Ligue Europa, ce retourné, il y a eu quelques moments forts cette saison. Lequel retiens-tu ?

S.G. : Jouer la Ligue des champions, c'était un rêve de gosse



Sylver Ganvoula, ici félicité par ses co-équipiers, a été un artisan du titre de champion de Suisse de son équipe./DR

qui s'est réalisé. Et jouer contre City, c'était encore plus fort, j'en ai eu des frissons, presque des larmes aux yeux. Quand la musique de la Ligue des champions retentit, celle que tu écoutais devant ta télévision, tu te rends compte du chemin parcouru. Et ce qui est super, c'est que je vais la rejouer la saison prochaine (rire).

L.D.B. : Est-ce que cette saison 2023-2024 était la meilleure de ta carrière ?

S.G. : Oui, je pense. Depuis ma saison 2019-2020 avec Bochum, durant laquelle je marque treize buts, j'ai connu des hauts et des bas. Là, j'ai eu

du temps de jeu, des buts, de la confiance de mon club et j'ai pris du plaisir.

L.D.B. : Tu vas donc arriver en sélection avec cette énergie positive à transmettre en tant que capitaine et relais du sélectionneur.

S.G. : Je veux transmettre cette énergie au vestiaire pour que nous fassions deux bons résultats contre le Niger et le Maroc. J'assume cette responsabilité et j'en suis fier. J'ai la sélection dans le cœur et je veux que ce groupe arrive à écrire sa propre histoire, comme l'ont fait les générations précédentes.

L.D.B. : Justement, avec l'absence de Thiévy et Mafoumbi, tu es désormais le dernier représentant de la génération 2015 : une responsabilité supplémentaire.

S.G. : Oui, le temps passe. J'étais très jeune lorsque j'ai intégré la sélection, juste avant la Coupe d'Afrique des nations 2015. Aujourd'hui, j'ai changé de statut, c'est à moi d'accueillir les nouveaux éléments, de les guider dans ce football africain qui peut parfois surprendre lorsqu'on a été formé dans un club européen. Ce rôle aussi je l'accepte avec sérieux et fierté.

Camille Delourme

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Annyck IBATA-OKOKO

Ombres et lumières

Poésie

Préface de Ulrich BAKOUMISSA NGOUANI

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

Jean Bernard Nkoua-Mbon

Le Covid-19 et moi

Le combat d'un médecin contre le coronavirus à Brazzaville

Préface du Professeur Djanga LEFOUOBA

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Préface de Py Théophile OBIENGA

Hérisonne Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Aïteou SALL

LE CADAVRE DU FLEUVE

Marie-Françoise Ibovi

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vi

LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA

La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Abraham Constant NDINGA-MBO

Pour une histoire du monde teke

Méthodologie et réflexions

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Renatura Congo a organisé la 10^e édition du festival de la biodiversité

Environ 450 élèves des écoles de Pointe-Noire ont participé aux différentes activités pédagogiques, culturelles et ludiques organisées par l'association Renatura Congo, dans le cadre de la 10^e édition du festival de la biodiversité, qui s'est tenue du 22 au 24 mai au centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard.

La cérémonie d'ouverture de l'événement, placée sous la houlette de Philippe Mboumba Madiala, conseiller socio-culturel du maire de la ville, s'est déroulée en présence de Véronique Wagner, consule générale de France. Le festival de la biodiversité vise à sensibiliser le public jeune à l'importance et la protection de l'environnement et de la biodiversité. Il a été initié par l'association Renatura Congo pour marquer la célébration, le 22 mai, de la Journée internationale de la diversité biologique.

Cette journée, instituée par les Nations unies en 2001 afin de mieux faire comprendre et connaître les questions liées à la biodiversité, a eu comme thème cette année «Contribue au plan». Louissette Ngounga, coordonnatrice du pôle éducation et sensibilisation à l'environnement de Renatura Congo, a expliqué « L'adoption du cadre mondial pour la diversité, en décembre 2022, a fixé des objectifs ambitieux et des mesures concrètes destinées à enrayer durablement et même inverser la disparition de la biodiversité d'ici à 2050 ».

Trois jours durant, environ 450 élèves des écoles primaires et des collèges publics et privés de la ville océane ont participé aux diverses activités retenues pour cette 10^e édition du festival de la biodiversité, destinées à la sensibilisation pour la pré-



Elèves et éducateurs à l'environnement lors des ateliers à la 10^e édition du festival de la biodiversité/DR

servation de la planète terre. Il s'agit des ateliers pédagogiques animés par des éducateurs à l'environnement de Renatura Congo et de l'association ESI Congo, du slam écologique dispensé par des lycéens, d'une exposition des photos sur la biodiversité du Congo et une projection cinématographique. Ces différentes activités ont permis aux grands et moins grands de découvrir les richesses de la mer, de connaître l'importance et le rôle des tortues marines, des mangroves, des gorilles et des chimpanzés et aussi les menaces qui pèsent sur ces espèces. Les participants au festival ont également été éduqués sur les bons gestes à adopter pour contribuer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité qui joue un rôle capital dans la vie

de l'homme et des autres êtres vivants. Nathalie Mianseko, directrice de Renatura Congo, a souligné : « Nous dépendons entièrement et très étroitement de la bonne santé et du bon dynamisme de nos écosystèmes, que ce soit pour l'approvisionnement en oxygène, en eau, en nourriture, en médicament, en énergie, etc. Nous sommes donc tous concernés et nous devons agir ».

«Le déclin rapide de la biodiversité menace aussi bien la nature que les hommes»

Dans son mot lors de la cérémonie d'ouverture, Véronique Wagner a aussi relevé l'importance de la biodiversité. « La biodiversité est le tissu vivant de notre planète. Elle est à la base du bien-être humain présent et futur, et son déclin rapide me-

nace aussi bien la nature que les hommes. Les principaux facteurs mondiaux de perte de biodiversité sont le changement climatique, les espèces envahissantes, la surexploitation des ressources naturelles, la pollution et l'urbanisation. Pour stopper les atteintes à la biodiversité, il est essentiel de transformer les rôles, les actions et les relations des personnes avec la diversité biologique », a-t-elle expliqué.

La consule générale de France a aussi évoqué le partenariat entre son pays et le Congo en matière de préservation de la biodiversité. « La France, partenaire historique, est activement engagée auprès du Congo pour soutenir la mise en œuvre des solutions nécessaires pour préserver la biodiversité, les aires maritimes et

les puits de carbone que sont les forêts du Congo. C'est tout le sens du partenariat pour les forêts, la nature et la biodiversité (country package) que viennent de signer la France et le Congo en faveur de ce dernier. Ce country package ambitionne notamment l'objectif de protection de 30% des terres et 30% des mers (30 X30) », a informé Véronique Wagner.

L'action de la France dans le cadre de ce partenariat sera axée sur la recherche scientifique ; le soutien au développement et la gestion des aires protégées ; la sensibilisation et l'appui à la société civile auquel travaille activement Renatura à travers ses multiples activités. La 10^e édition du festival de la biodiversité a été clôturée par une conférence débat sur les cétacés du Congo, notamment les baleines et dauphins à bosse encore mal connus dans le pays. L'activité a été une occasion pour Renatura Congo de partager les résultats de ses deux ans d'études menées sur ces espèces très menacées par les activités humaines mais qui jouent un rôle important dans ce fragile équilibre du milieu marin et côtier. Renatura a remercié ses partenaires qui ont permis la réalisation de cet événement, parmi lesquels le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, la mairie de Pointe-Noire et l'ambassade de France au Congo.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

SOLUTION :
Le mot-mystère est : RYTHME

P E M I O D
T R A V A I L L I S T E
O R A C L E N E R F
S T E L E G I V R E E
H O U R R A E U N
Z E L E E L U N D I S
S E N P I S T O L E
D E T R I S E U U
P E X E C U T E R
D E R O G E A R E S
C A T A L A N U T E
B O L E T E T E S X
L I I R R I T E N T
R O N D E E N A O R
S E R R U R E U S A

D R A G E E C R S
O U I R T A R E E
N E R O L I E A U
J E G O R G E L
O R S V E R S E E
N U C E E N
I L E S C E N E
E N O R M E R U T
N E R F M A R I A
T D S E V E L
R A S T A O R E E
E U A M E N L
E X I G U S A U F

• SOLUTION DE LA GRILLE N°183 •

7	2	9	5	6	8	4	1	3
8	3	4	9	1	7	5	2	6
6	5	1	3	4	2	8	9	7
3	1	7	8	5	6	9	4	2
9	6	5	4	2	3	1	7	8
2	4	8	1	7	9	6	3	5
5	7	6	2	9	1	3	8	4
1	8	2	6	3	4	7	5	9
4	9	3	7	8	5	2	6	1

• SOLUTION DE LA GRILLE N°168 •

9	5	6	2	1	3	8	4	7
1	2	4	7	8	9	5	3	6
3	8	7	6	5	4	9	1	2
4	6	3	1	7	5	2	8	9
8	1	5	9	4	2	7	6	3
2	7	9	8	3	6	1	5	4
7	3	1	4	2	8	6	9	5
5	9	2	3	6	1	4	7	8
6	4	8	5	9	7	3	2	1

MOTS CASÉS 10X13 • N°199

2 LETTRES
ES - EU - OR - OS - OZ - SI

3 LETTRES
AIL - AUX - AXE - EAU - ORS - REG - RUT - SEC - TER - TON - TRI

4 LETTRES
ELIT - LONG - LUGE - MUET - NAIN - NANA - RIRA - SANG - USER

5 LETTRES
ARGON - ARGUS - EGALÉ - EGARE - EPATE - EPELE - GIGOT - INCAS - NACRE - NASSE - OISON - OPINE - USNEE

6 LETTRES
CLERGE - ECREME - ETAGES - FLEGME - FREROT - LEONIN - REGGAE - TASSER - TRESSE - USEREZ

S P P A N O P L I E A E E B L
T R A N S I L R L I I L R E A
I U A E M A H G E R V I I C C
G E X A M E N M S I C T C S O
M A R I N I N I A O V U C E B
A A M I P S O N L D E A O V L
T P R E L U D E B I R N L O A
E A A M N E U T L A O N N C C
F A D L I U L T B L R G I T A
S L I T O T E E H P I B T U H
E L E N Q U E T E U R A U B C
R E R T O P A R G E N T L R R
P G N O D I B N C R O U T O N
Y E L O B M Y S G H A M A C V
C R E G R E N A D E M H T S I

- ACCUEIL
- EXAMEN
- NAUTILE
- ALLEGER
- FARINE
- NODULE
- APOTRE
- GRENADE
- OCCIRE
- ARGENT
- GUIGNOL
- PANOPLIE
- BARBU
- HAMAC
- PLAIDOIRIE
- BIATHLON
- HAMEAU
- PRELUDE
- BIDON
- ISTHME
- SCARABEE
- BOCAL
- LITOTE
- SCORBUT
- BRICOLE
- LOUANGE
- STIGMATE
- CHACAL
- LUTIN
- SYMBOLE
- CLAVIER
- MARIN
- TRANSI
- CROUTON
- MARMITE
- VESCE
- CYPRES
- MENUET
- VIANDE
- ENQUÊTEUR
- MINETTE
- VOLAILLE
- EPINGLE

• SUDOKU • GRILLE N°181 • FACILE •

4	8	1		3		
6		4		5	7	
3		6	2		1	
	6		2	9	1	
3	5				2	6
	7	5	6	9		
8		3	7		5	
7	2		4		8	
	3		6	4	1	

SUDOKU • GRILLE N°166 • DIFFICILE

		9		2	8	
3	7		4			
5		2		7	4	
	1		6	8		
4					3	
	7	5		4		
1	8		4		7	
		7			9	6
7	3		2			

AFRIQUE

Des perspectives économiques encourageantes en 2024-2025

Cette année et l'année prochaine, la croissance économique attendue en Afrique est respectivement de 3,7% et 4,3%, d'après les estimations livrées jeudi, dans un rapport, par la Banque africaine de développement (BAD) (1).

C'est une perspective prometteuse au regard de l'environnement international marqué par des tensions multiples : le conflit russo-ukrainien, les effets du changement climatique et les conséquences encore perceptibles de la crise sanitaire de covid-19, sont autant de pesanteurs sur lesquelles les experts se sont appuyés pour admettre que dans ces circonstances difficiles, le continent fait preuve de résilience. Sur ce critère de croissance, l'Afrique est classée au deuxième rang des régions du monde après l'Asie.

Faudrait-il s'en contenter et mettre la croix sur les réformes destinées à rendre cette tendance pérenne ? Au contraire, car il existe des risques de retour en arrière : « Si la résistance de l'Afrique face aux vents contraires mondiaux est une évolution bienvenue, il reste des défis à relever non seulement pour renforcer la croissance du continent, mais aussi pour faire en sorte que cette croissance entraîne une transformation économique et sociale durable dans la vie

et les moyens de subsistance des populations », souligne le rapport.

Au fond, le continent a encore du chemin à parcourir avant d'espérer cueillir les fruits de ses importantes richesses naturelles. L'une des réformes consiste à investir dans le capital humain en ciblant les secteurs qui profitent au plus grand nombre de personnes. Le classement établi par région note que l'Afrique de l'Est tient le peloton de tête avec une croissance d'environ 4,9% et 5,7% sur les deux ans, devant l'Afrique centrale 4,1% et 4,7%, l'Afrique de l'Ouest, 4,2% et 4,4%, l'Afrique du Nord, 3,6% et 4,2%, l'Afrique australe, 2,2% et 2,7%.

Pour ce qui est du Congo, pays d'Afrique centrale, le rapport reste positif sur « les développements macroéconomiques récents », avec la reprise qui s'est renforcée l'année dernière (3,9% de croissance contre 1,7% en 2022). De « bons » chiffres contrariés par « l'accumulation d'arriérés temporaires et par la res-



tauration encore en cours des arriérés intérieurs ». Si la croissance en 2024-2025 est estimée à 4,3% et 4,4% grâce aux ressources pétrolières et aux investissements dans l'industrie du gaz, les experts plaident pour que cette embellie soit « plus inclusive pour réduire les taux estimés de pauvreté (en 2023) à 48% et de chômage à 21,8% ».

De façon globale cependant, il est à noter que « la composition sectorielle de la croissance économique et de l'emploi en Afrique n'a pas changé depuis les années

1990, que l'agriculture, le levier important de la croissance, n'emploie à ce jour que près de la moitié de la main-d'œuvre, tandis que la plupart des pays dépendent encore essentiellement des exportations des matières premières témoignant leur vulnérabilité devant l'instabilité des prix et des chocs extérieurs ».

En parlant de transformation, le pari est de parvenir à « l'industrialisation des économies africaines, la création d'emplois dans le secteur manufacturier, l'augmenta-

tion de la productivité, la diversification des exportations et des sources de croissance économique, la mise en place de l'économie numérique, le renforcement de l'efficacité et de la responsabilité des institutions, l'investissement dans les ressources humaines, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets », relève la BAD.

Aux décideurs étatiques du continent de s'engager encore un peu plus pour que le plaidoyer en faveur de « la transformation de l'Afrique et la réforme de l'architecture financière mondiale » porté par les techniciens soit adopté par les partenaires concernés. Les disparités entre les pôles économiques mondiaux ne pouvant être complètement éradiquées, le bonheur de l'humanité en revanche doit être envisagé de façon inclusive.

Gankama N'Siah

(1) Perspectives économiques en Afrique 2024 : impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale, BAD, 274 pages.

COOPÉRATION CULTURELLE

Des accords de partenariat envisagés entre la Mauritanie et le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

L'ambassade de la République islamique de Mauritanie en République du Congo et le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza ont décidé de collaborer pour renforcer la coopération culturelle. C'est ce qui ressort des échanges entre l'ambassadeur de ce pays au Congo, Sidi Ould El Ghadi, et la directrice générale de ce mémorial, Bélanda Ayessa.

Le début de la coopération culturelle a été marqué par la visite du diplomate mauritanien, Sidi Ould El Ghadi, au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Pour ce faire, au cours des échanges entre lui et Bélanda Ayessa, il a été envisagé une visite officielle de cette dernière à Nouakchott en Mauritanie. « Je veux tout d'abord remercier la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza pour l'audience qu'elle m'a accordée dès que j'ai soumis ma demande. Avec elle, nous avons parlé des bonnes relations et des moyens de les renforcer sur tous les plans et surtout culturel. Je lui ai suggéré de se rendre en visite officielle en Mauritanie pour voir comment les choses se développent là-bas sur le plan culturel. Ça sera une très bonne occasion pour elle de visiter la Mauritanie et ses villes », a déclaré l'ambassadeur de la Répu-

blique islamique de Mauritanie. Outre le tête-à-tête, la directrice générale du mémorial a fait visiter son hôte le premier module de ce mémorial où se trouve la sépulture du fonda-

teur de Brazzaville, Pierre Savorgnan de Brazza, et celles des membres de sa petite famille. « J'ai pu voir, au cours de cette visite guidée, la richesse culturelle du Congo.

J'ai vu aussi comment se sont construits les royaumes de ce pays. Je peux dire ici que la directrice générale fournit beaucoup d'efforts, puisque ce que j'ai vu c'est un travail

colossal. Je la remercie et lui souhaite une bonne continuation, je l'encourage pour le bon travail qu'elle fait », a-t-il salué les efforts de la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

Par ailleurs, à l'orée de la tenue de la fête nationale de Mauritanie, son ambassadeur a sollicité de la directrice générale du mémorial d'organiser cette fête d'indépendance sur cette magnifique place. Notons que la Mauritanie est divisée en douze régions, chacune étant administrée par un conseil et un district, comprenant la capitale et plus grande ville du pays, Nouakchott. C'est depuis 1957 que cette ville, située au bord de l'océan Atlantique, est devenue sa capitale. Elle a été créée sur une zone de campements. De temps à autre, les nomades venaient séjourner autour de Nouakchott qui a pris rapidement l'aspect d'une ville moderne.



La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza échangeant avec le diplomate mauritanien/Adiac

Bruno Zéphirin Okokana